



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 17 - vendredi 4 décembre 2009

### Dans ce numéro :

- « *Finir le boulot...* » ou le prix Nobel de la Paix va-t-en-guerre...
- Nouvel épisode d'une crise chronique
- Sommet de Copenhague, lutte contre le réchauffement climatique, ou sauvetage d'un système en faillite ?

### « *Finir le boulot...* » ou le prix Nobel de la Paix va-t-en-guerre...

Après des semaines d'hésitations, de consultations, Barack Obama a donc décidé d'envoyer, « *le plus vite possible* », 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan en renfort d'une politique qui ne peut plus masquer son échec, sa faillite, pour, comme il l'avait annoncé, « *finir le boulot...* ». Etrange façon « *de renforcer la diplomatie internationale et la coopération entre les peuples* », motif qui lui a valu le Prix Nobel de la Paix !

Depuis son arrivée au pouvoir, les effectifs des troupes américaines auront ainsi presque triplé. Déjà, en un an, le budget de la Défense est passé de 606,4 milliards de dollars sous Bush fin 2008 à 680 milliards de dollars. Et ce seront 30 milliards de dollars en plus sur la facture de la guerre pour les contribuables.

L'argumentation est la même que celle développée par Bush. « *C'est de là que nous avons été attaqués le 11-Septembre, et de là que de nouveaux attentats sont préparés alors que je parle* ». Les grandes phrases sur « *la noble cause* » ne peuvent masquer les véritables raisons de cette fuite en avant dans la guerre : l'échec total de la politique qui visait à mettre en place un régime allié des puissances de l'Otan qui ait un minimum de légitimité. Karzaï s'est imposé par la fraude généralisée, il n'a aucune légitimité. L'Etat qu'il dirige est gangrené par la corruption qui se nourrit de l'occupation et de la prétendue aide à la reconstruction du pays. « *L'époque du chèque en blanc est révolue* », a affirmé Obama pour tenter de rassurer l'opinion américaine. « *Nous allons clairement expliquer ce que nous attendons de la part de ceux que nous aidons* », a-t-il renchéri. Mais les troupes d'occupation, rejetées par la population, n'ont pas d'autres possibilités que d'acheter les services dont elles ont besoin, auprès du gouvernement, de l'Etat, ou des seigneurs de guerre.

Cette fuite en avant dans la guerre ne peut qu'accentuer la crise. Obama a promis que les troupes commenceraient à rentrer dans un an. Nouveau mensonge car il sait bien ce que signifie et entraîne sa décision, l'impossibilité de se retirer. Et c'est bien cela son choix, celui du Pentagone et des classes dirigeantes américaines, rester coûte que coûte. Coûte que coûte y compris au risque d'une extension de la guerre. « *Nous allons agir en étant parfaitement conscients que notre succès en Afghanistan est lié inextricablement à notre partenariat avec le Pakistan* », a-t-il rajouté. Cela veut dire accentuer la régionalisation de la guerre et il est clair qu'une telle politique aux enchaînements incontrôlables implique la pérennisation de la présence américaine.

Cette décision d'Obama est lourde de conséquences. Elle s'inscrit dans le redéploiement militaire et diplomatique des USA pour faire face à l'instabilité généralisée engendrée par la mondialisation qui combine la globalisation de l'économie de marché aux vieux rapports impérialistes.

### La globalisation du militarisme

Au lendemain de la fin de l'URSS, l'impérialisme triomphant prétendait apporter la paix et la démocratie grâce au développement de l'économie de marché, parlait d'un nouvel ordre de justice internationale. Mais déjà lors de la

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

première guerre en Irak ou de la guerre dans l'ex-Yougoslavie, les armées commençaient, elles, à s'engager dans la politique qui s'est ensuite pleinement déployée au lendemain du 11 septembre 2001. Le discours idéologique a dû se plier aux réalités économiques, politiques, militaires, il est devenu celui de la « *guerre contre le terrorisme* »...

La guerre d'Afghanistan éclaire, par delà les discours de propagande, les véritables objectifs du Pentagone. Les justifications et les buts annoncés de l'opération « *Liberté immuable* » ne résistent pas à la réalité.

Loin d'instaurer la démocratie, les USA ont mis en place un pouvoir fantoche, sans Etat ni autorité, et livré le pays aux seigneurs de guerre. Non seulement il n'y a pas de démocratie mais le pouvoir coupé du peuple recherche l'appui des religieux et flatte les préjugés des couches sociales les plus réactionnaires. Le sort des femmes a empiré, à l'oppression religieuse et féodale s'ajoutent les souffrances de la guerre. L'aide de 25 milliards de dollars promise n'a été que partiellement versée ou a disparu, la corruption est partout jusqu'au sommet de l'Etat. L'économie la plus florissante est celle du pavot. Loin de vaincre le terrorisme, l'occupation militaire l'alimente.

Pour imposer leur contrôle sur le pays, les USA n'ont d'autre possibilité que de poursuivre l'occupation militaire au prix d'une crise permanente dans la région, en particulier avec le Pakistan. Leur échec n'est pas d'être contraints de rester en Afghanistan, pas plus que de rester en Irak, c'est ce qu'ils voulaient. Leur échec, de leur point de vue, c'est de ne pas avoir réussi à créer un cadre politique donnant une légitimité à leur occupation pour l'imposer aux populations. Et il n'est de toute façon pour eux pas plus question de partir d'Afghanistan que d'Irak. Ils chercheront à y rester quel que soit le coût social, humain, militaire.

La guerre en Afghanistan est aussi l'occasion pour Obama de tester ses alliés, d'associer la Chine, l'Inde, la Russie à sa politique au prix de quelques concessions. Entente économique avec la Chine, abandon du projet de bouclier antimissile en Pologne et en Tchéquie et ouverture de discussions sur le désarmement nucléaire avec la Russie, Obama déploie sa diplomatie pour neutraliser les puissances rivales, voire les intégrer au maintien de l'ordre mondial contre les peuples. La guerre en Afghanistan mais aussi le bras de fer engagé contre l'Iran sont autant d'occasions de construire une grande alliance contre les peuples.

L'OTAN, l'Organisation du Traité Atlantique Nord, instrument des puissances impérialistes depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, après avoir servi, au lendemain de l'effondrement de l'URSS, de cadre d'intégration économique et politique en particulier des pays de l'ancien glacis soviétique, devient aujourd'hui le cadre d'alliances militaires sous la houlette des USA pour déployer leur stratégie de redéploiement militaire et diplomatique.

C'est bien là le seul changement apporté par Obama à la politique de Bush, intégrer les changements des rapports de force entre les grandes puissances pour mieux défendre les intérêts des classes dominantes américaines en neutralisant les puissances rivales au nom de la défense de l'ordre mondial, de la paix !

Les puissances européennes, incapables de jouer un rôle indépendant, s'y rallient pour garder une place dans ce jeu des grandes puissances. C'est le sens de la décision annoncée par Sarkozy au sommet de l'Otan des 2 et 3 avril 2009 d'envoyer des renforts de 700 hommes en Afghanistan et de réintégrer le haut commandement de l'Otan. C'est le sens du soutien que les dirigeants européens apportent à Obama. « *Je peux confirmer que les alliés (membres de l'Otan) et nos partenaires vont apporter une contribution supplémentaire significative, au moins 5 000 soldats et probablement quelques milliers encore en plus* », s'est ainsi félicité Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan.

## **Concurrence et rivalités libérales et impérialistes, ou internationalisme des travailleurs**

La fin de l'URSS, l'intégration des anciens pays coloniaux ayant conquis leur indépendance nationale, dont les puissances dites émergentes, au marché capitaliste mondial, le libéralisme mondialisé, bouleversent les vieux rapports. Une nouvelle période du développement du capitalisme s'ouvre. Elle combine le libéralisme économique, les vieux rapports entre Etats impérialistes bouleversés par l'évolution des rapports économiques, et l'émergence de nouvelles puissances. C'est cette combinaison qui explique les changements qu'Obama tente d'apporter : nécessité de construire un réseau d'alliances, coalition d'Etats pour faire régner l'ordre à travers des relations d'interdépendance et de rivalités respectant l'hégémonie américaine.

Mais, quelle que soit la suprématie militaire des USA, ils ne pourront empêcher les logiques de concurrence économique, de rivalités militaires de s'exacerber au détriment des liens de dépendance économique et financière. La crise globalisée est un accélérateur de ces évolutions créant une instabilité internationale, un état de guerre permanente, guerres localisées, mais jusqu'à quand ?

La libre concurrence globalisée, l'ouverture des frontières aux capitaux ne sont pas des facteurs de paix. Elles attisent les contradictions, les tensions, bousculent les rapports de force et mettent en place les conditions d'une possible généralisation des conflits. Les rivalités interétatiques qui déchirent le monde ne sont plus exactement de la même nature qu'au XX<sup>ème</sup>. Elles s'insèrent dans des liens de dépendance très profonds, ne visent pas à préserver des rapports coloniaux de domination directe, mais à s'assurer le contrôle des sources d'approvisionnement en matières premières, la liberté du commerce mondial, les voies de navigation... Mais elles sont nécessairement amenées à s'accroître sous la pression de la crise.

---

Depuis 2001, on assiste à une augmentation constante des dépenses militaires, principalement aux USA. Si les années 90 avaient vu celles-ci diminuer au lendemain de la chute de l'URSS, le début du siècle les voit à nouveau exploser pour dépasser les plus hauts niveaux du passé.

En dix ans, elles ont augmenté de 45%, d'après le rapport annuel de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Selon la même source, en 2007, plus de 60% des dépenses militaires mondiales ont été effectuées par des pays membres de l'Otan. Celles des USA représentent 45% des dépenses mondiales, suivies du Royaume-Uni, de la Chine, de la France et du Japon avec 4-5% chacune. Soit plus de 500 milliards de dollars par an.

Quand les USA dépensent 1 dollar pour l'aide, ils en dépensent 23 pour l'armement !

La montée du militarisme est une composante organique du capitalisme libéral et de la politique de la puissance dominant le monde et de ses alliés. En conséquence, la lutte contre la guerre devient une composante essentielle de notre lutte contre la domination des classes capitalistes.

Cette lutte contre la guerre passe par une bataille politique pour en dévoiler les véritables enjeux, démystifier les justifications « démocratiques », les mensonges d'État, le cynisme des classes dominantes, pour mettre à nu le véritable contenu de leur politique qui associe un nouveau colonialisme financier à un nouveau colonialisme militaire. Elle met au premier rang la lutte contre notre propre impérialisme pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Elle travaille à faire naître, face à la régression sociale, démocratique et militariste, une nouvelle conscience de classe, internationaliste et socialiste.

*Yvan Lemaitre*

[Au sommaire](#)

## Nouvel épisode d'une crise chronique

Nous l'avons écrit à plusieurs reprises : le rebond des Bourses, la reprise effrénée de la spéculation ne sont pas, quoi que veuillent y voir certains augures, le signe que le bout du tunnel de la crise est en vue. Bien au contraire.

Le renflouement du système financier par les États, à grands coups de milliers de milliards d'argent public, s'il a permis effectivement de relancer la machine à profits pour une infime minorité de parasites, a en même temps creusé les déficits publics au point que certains États sont au bord de la faillite. D'après l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), la dette des trente pays les plus avancés va grimper, en 2010, jusqu'à 100 % de leur produit intérieur brut, autrement dit consommer la totalité de la richesse qui y est produite ! Pour certains pays, la prévision va bien au-delà : c'est le cas pour le Japon, dont la dette publique devrait atteindre quasiment 200 % de son PIB, de l'Italie (127,3 %), de la Grèce (111,8 %), et de biens d'autres.

La menace d'une faillite d'États, comme en 2000 en Argentine et en Indonésie, ou encore en Islande il y a un an, est bien réelle. Et l'annonce, la semaine passée, que Dubaï World, principale holding financière de Dubaï, était dans l'incapacité de faire face aux échéances du remboursement de sa dette de 59 milliards de dollars, alors que l'État lui-même venait d'emprunter 5 milliards, est venue brutalement renforcer ces craintes.

Les Bourses du monde entier ont réagi à la baisse. Les organismes de cotation ont réajusté brutalement l'indice CDS (credit default swap) de Dubaï et de plusieurs autres États. Cet indice reflète le coût de l'assurance que devrait prendre un créancier pour se garantir des risques de faillite de l'État à qui il prête de l'argent. Plus un État est endetté, plus la menace d'insolvabilité augmente, plus le risque pour le créancier de ne pas pouvoir récupérer sa mise est grand, plus l'assurance est chère, et plus l'indice CDS est élevé... Le CDS de Dubaï a ainsi bondi de plus de 500 points, le plaçant en tête des pays à risque, tandis que l'onde de choc touchait également les autres États du Golfe, certains pays asiatiques, la Grèce...

Dubaï, c'est l'alliance intime du féodalisme le plus arriéré avec les aspects les plus « modernes » du capitalisme : un émir dont le pouvoir et les propriétés sont inextricablement liés à ceux de l'État ; une économie bâtie sur le sable, au sens propre comme au figuré... Faute de disposer, comme ses voisins des autres pays du Golfe, de ressources pétrolières, les holdings de l'émir de Dubaï empruntent massivement pour spéculer à grande échelle dans la finance, le commerce international et l'immobilier de luxe destiné aux vacances des riches bénéficiaires des océans de fric tirés des profits et de la spéculation financière, construisant les tours les plus hautes du monde, des îles artificielles engloutissant, pour leur construction, des volumes de sable équivalent à la grande muraille de Chine !

Ce délire spéculatif aux perspectives juteuses n'a bien entendu pas manqué de trouver des échos dans la cupidité de l'ensemble du monde de la finance, et de nombreuses banques étrangères n'ont pas hésité à s'embringer dans les affaires du prince de Dubaï, comme elles l'avaient fait avec les subprimes américaines. Les banques américaines, européennes et japonaises auraient placé plus de 120 milliards dans les Émirats. Les banques britanniques sont les plus

---

impliquées à Dubaï même : HSBC (11,3 milliards d'euros), Standard Chartered (5,1 milliards d'euros), Barclays (2,3 milliards d'euros)... Les banques françaises sont aussi de la fête, telle BNP Paribas qui aurait « investi » 1,1 milliard d'euros dans les Émirats. On mesure mieux à quoi ont pu servir les milliards de la relance financière de Sarkozy...

Mais la crise a sévèrement réduit les effectifs de la clientèle de luxe susceptible de venir profiter des charmes de Dubaï et le trafic maritime qui transitait par son port a baissé de 30 %. Les rêves de grandeur de l'émir sont en train de sombrer, et avec eux la bulle financière qui s'était accumulée autour... L'activité de construction immobilière qui se vantait de mobiliser 25 % des grues de chantier du monde entier est en panne. Avec, pour conséquence sociale dramatique, le chômage pour des milliers de travailleurs venus d'Asie, et dont beaucoup n'ont pas été payés depuis des mois...

## **Les conséquences d'une politique qui alimente les profits au détriment des travailleurs et des peuples...**

Fillon et quelques autres sont venus nous expliquer que les défauts de paiement de Dubaï ne sont pas suffisamment importants pour que cela ait de grosses répercussions sur le reste de l'économie mondiale. Il est vrai que la chute des Bourses consécutive à l'annonce de la crise de Dubaï semble s'être arrêtée. Et il est peu vraisemblable que nous soyons à la veille d'un nouvel « effet domino » qui entraînerait un nouvel effondrement du système financier international. Sans doute, comme le prétendent économistes et dirigeants politiques, le phénomène sera stoppé grâce au soutien financier de son voisin des Émirats Arabes Unis. Un soutien financier qui, soit dit en passant, ne sera sans aucun doute pas gratuit et signifiera tout simplement un changement de propriétaire sur les « actifs » de Dubaï. Pendant la crise, restructurations et concentration du capitalisme se portent bien, merci !

Quoiqu'il en soit, une chose est certaine : la crise de Dubaï illustre concrètement le fait que la crise financière et ses dramatiques conséquences économiques et sociales sont loin d'être terminées...

On nous expliquait, face à la persistance de la crise économique et des pertes massives d'emplois, que la reprise financière était là, que c'était le signe que la reprise économique allait suivre... qu'il suffisait de patienter.

La réalité est toute autre. La « reprise financière », qui se manifeste par une reprise outrancière de la spéculation, s'appuie sur une reprise effective des profits de certains secteurs de l'économie qui bénéficient du soutien financier des Etats, tel l'automobile ou les grandes entreprises de la construction. Une activité soutenue artificiellement les Etats avec l'argent public, qui relance les profits mais n'empêche pas le chômage partiel et la poursuite des licenciements. En France, alors que la prime à la casse a assuré aux constructeurs automobiles des niveaux de vente inespérés malgré la crise, PSA vient d'annoncer 6500 suppressions d'emploi...

Partout dans le monde, les travailleurs et les populations sont, de tout point de vue, le véritable moteur de cette reprise des profits. Ceux qui travaillent subissent surexploitation et perte de revenus, tandis que le nombre de ceux qui sont soumis à la précarité, au chômage, à la misère, ne cesse de croître.

En France, les chiffres du chômage ont officiellement augmenté de 2% en octobre. Les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches s'accroissent : selon un rapport de l'Insee portant sur la période 1997-2007, alors que le revenu des 10% les plus pauvres n'a augmenté que de 1360 euros, les 5% les plus riches ont engrangé 4900 euros de plus. L'écart de niveau de vie entre les plus riches et les plus pauvres s'est creusé de 3500 euros. L'observatoire national des « zones urbaines sensibles » (ONZUS) vient de publier un rapport qui illustre la gravité de la situation dans laquelle se retrouve la population la plus pauvre, la plus touchée par le chômage : 33,1% des 4,5 millions d'habitants des « ZUS » vivent en dessous du seuil de pauvreté (908 euros mensuels), chiffre qui atteint 44,3% pour les moins de 18 ans.

A l'échelle de la planète, le sommet de la FAO (organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), qui s'est tenu à Rome les 16 et 17 novembre, a permis de mesurer l'aggravation de la situation alimentaire dans le monde. Selon le rapport présenté lors de ce sommet, le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation serait passé de 963 millions en 2008 à 1,02 milliards en 2009, se répartissant ainsi : Asie et Pacifique, 642 millions ; Afrique subsaharienne, 265 millions ; Amérique latine et Caraïbes, 53 millions ; Proche-Orient et Afrique du Nord, 42 millions ; Pays développés, 15 millions...

## **... et nourrit la crise**

Aveuglément, dirigeants politiques et économiques poursuivent inlassablement cette même politique, dont Strauss-Khan, directeur du FMI, prétendant être le candidat du PS en 2012, est un des chantres convaincus. Dans diverses interventions récentes, tout en annonçant la reprise pour 2010, il a conseillé aux Etats de poursuivre leurs efforts de soutien au système financier, et de se préparer à compenser les déficits budgétaires qui en résultent par l'augmentation des impôts et les économies sur les dépenses publiques...

Sarkozy, en visite mardi à la Seyne-sur-mer, a tenté de faire de bilan de sa politique économique... Après l'autosatisfaction - « *on n'a pas fait d'erreurs, on n'a laissé tomber personne* » - sur la réussite de sa politique qui aurait permis, selon lui, de limiter à 2% la baisse de l'activité économique du pays, il n'a pas manqué de prévenir que « *les réformes, je*

---

*continuerai à les faire* », citant les retraites comme objectif prioritaire, mais aussi la réforme de la sécurité sociale, ainsi que celle des collectivités locales et de l'Etat, autrement dit la poursuite des suppressions massives d'emplois dans la fonction publique. Des menaces qui viennent s'ajouter à la campagne en cours pour l'imposition, au nom de la justice, des indemnités pour accident du travail, tandis que le « grand emprunt national » viendra aggraver la situation des caisses de l'Etat pour poursuivre la même politique de soutien à la finance et aux multinationales tout en donnant aux marchés obligataires de nouvelles occasions de spéculer.

Du point de vue financier, l'injection par les Etats de milliards sous de multiples prétextes continue de plus belle. La banque centrale allemande s'apprête à débloquer 10 milliards d'euros pour, soi-disant, aider les banques à consentir des crédits aux entreprises qui en ont besoin. Dans le même registre, la banque centrale japonaise devrait débloquer 77 milliards d'euros de crédit à des taux très bas.

Mais l'essentiel de cet argent continuera inmanquablement à alimenter la spéculation financière, ou ira s'investir dans les pays comme la Chine ou l'Inde, dans l'espoir de profiter des nouvelles perspectives mirobolantes de croissance qui semblent s'y développer. Perspectives qui ne pourront que se heurter, inévitablement, à la réalité d'un marché international dont la demande solvable est plombée par la crise, l'augmentation du chômage et l'accroissement des inégalités...

### **Briser cette logique infernale**

Au cours des mois qui se sont écoulés depuis le déclenchement de la crise, la bourgeoisie financière a certes montré qu'elle était capable de trouver des marges de manœuvre et de se redéployer à travers le développement du capitalisme à l'échelle mondiale. Mais sa politique engendre une concentration de richesse toujours croissante d'un côté et un approfondissement des inégalités, de la pauvreté, de la famine... Elle enferme l'économie mondiale dans un cercle vicieux, une spirale infernale dont il n'est possible de sortir que si on s'en prend réellement aux mécanismes qui la sous-tendent : la course effrénée au profit dans un contexte de concurrence internationale exacerbée par la crise, la main mise, sous prétexte de propriété privée, d'une poignée de parasites sur l'ensemble de l'économie mondiale par le biais du système financier.

Briser cette logique suppose s'en prendre à ces fondements. Face à une politique qui n'a pas d'autre souci que les intérêts de classe égoïstes et immédiats de la bourgeoisie et de ses serviteurs, cela passe par la défense des exigences les plus urgentes du monde du travail : interdire les licenciements, exiger le partage du travail entre tous, des salaires permettant à chacun de vivre décemment...

La lutte pour ces mesures vitales est une remise en cause du pouvoir de l'aristocratie financière qui n'a pas d'autre choix que d'aller jusqu'au bout de sa propre logique : mettre le système financier au service de la production, sous le contrôle de la population et des travailleurs, et pour cela, exproprier les grands patrons de la finance ; mettre fin à la spéculation boursière en fermant les Bourses ; mettre fin à une production anarchique qui ne connaît pas d'autre critère que les perspectives de profits en la remplaçant par une production planifiée, contrôlée de façon démocratique par la population et les travailleurs afin de satisfaire les besoins de chacun, dans le respect de l'environnement...

Un programme anticapitaliste, démocratique et révolutionnaire qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

*Daniel Minvielle*

[Au sommaire](#)

## **Sommet de Copenhague, lutte contre le réchauffement climatique, ou sauvetage d'un système en faillite ?**

Avant même que ne s'ouvre à Copenhague la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tous les commentateurs prévoient qu'il n'en sortira aucun traité contraignant visant à obliger les pays industrialisés à diminuer les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Tout au plus une déclaration politique de principe...

Ce sommet est pourtant censé aboutir à un accord entre les Etats sur la suite à donner au protocole de Kyoto signé en 1997, appliqué depuis 2005 et qui doit se terminer en 2012.

Et depuis un mois, à l'approche de son ouverture, le ballet des rencontres diplomatiques s'est accéléré. Les grandes déclarations se sont multipliées, mais derrière les bons sentiments, ce sont des intérêts bien concrets et plus sordides qui sont en âpres négociations.

Autour de Copenhague et de ses négociations en coulisses, beaucoup d'intérêts économiques, financiers, sont en jeu. Il est difficile de dire si la conférence aboutira à un traité, à une simple déclaration avec la promesse d'un traité en 2010 ou

---

à rien du tout, mais il est certain que quoi qu'il en sorte, cela n'aura que peu de rapport avec la préoccupation de trouver de réelles solutions face à la catastrophe climatique annoncée par les scientifiques. Car les dirigeants de ce monde sont incapables de trouver une solution à la crise climatique dans le cadre d'un système économique capitaliste en faillite qui ne connaît que le profit à court terme. L'urgence de la crise climatique leur sert avant tout d'argument pour tenter d'imposer, contre les peuples, des mesures de sauvetage de leur système en crise, en espérant s'ouvrir de nouveaux marchés, de nouvelles possibilités de spéculer. Chaque Etat participe à la négociation avec l'objectif général de sauver le système, mais en espérant au passage favoriser les techniques « *propres, écologiques* » de ses propres capitalistes.

Alors, comme le diront les manifestants à Copenhague, c'est d'abord et avant tout avec cette logique du profit, cette logique libérale du tout marché, qu'il faudra rompre pour imposer, face à la menace climatique, des solutions qui n'hésitent pas à remettre en cause les intérêts des groupes financiers qui pillent la planète, ses peuples et son environnement.

## **Dans la continuité de Kyoto, l'argument écologique sert à ouvrir de nouvelles sphères spéculatives**

Dans la lignée du traité de Kyoto, tous les projets en discussion s'inscrivent dans une logique de marchandisation à outrance de la nature. D'ailleurs, la principale innovation de l'application du traité de Kyoto aura été cette aberration de la mise en place d'un marché du carbone. Ce marché du carbone, en réalité un marché du droit à polluer, non seulement a été totalement inefficace pour entraîner une diminution des émissions de gaz à effet de serre mais a surtout servi, et c'était son véritable but, à trouver de nouvelles sources d'investissement pour des capitaux spéculatifs. D'autant que, soit disant pour en faciliter l'application, la mise en œuvre du traité de Kyoto s'est accompagnée d'un certain nombre de mécanismes dits de « flexibilité », « *mécanismes des permis négociables, mécanisme de mise en œuvre conjointe, mécanisme de développement propre* », qui ont été autant de portes ouvertes à la multiplication des montages financiers tordus.

Sans rentrer dans les détails de tous ces montages, ces mécanismes permettent, par exemple, à des entreprises polluantes européennes de ne pas réellement réduire leurs émissions. Il leur suffit pour cela d'acheter des crédits-carbone à des entreprises qui, dans des pays pauvres, possèdent des terres plantées de forêts. Cela conduit de nouveaux investisseurs à acheter de vastes territoires dans les pays pauvres au détriment des paysans locaux pour y planter des arbres à croissance rapide comme l'eucalyptus, entraînant au passage la ruine des écosystèmes locaux. Cet accaparement des terres leur permet de revendre à la fois des crédits-carbone aux pollueurs des pays riches et, au passage, du bois. Ainsi, la protection de l'environnement, la lutte contre la déforestation, sont en réalité devenus des alibis commodes pour expulser des communautés agricoles et permettre la main mise des multinationales sur des terres agricoles. En 2008, ce sont plus de 40 milliards d'hectares de terres qui ont ainsi été accaparées.

De même, ce sont ces mêmes mécanismes qui ont permis à une multinationale comme Rhodia d'investir 14 millions d'euros afin de moderniser deux de ses usines au Brésil et en Corée du Sud et réduire leurs émissions tout en licenciant, pour au final empocher plus de 300 millions d'euros grâce aux milliards de crédits-carbone octroyés pour cela par l'ONU et que la multinationale a pu revendre à d'autres pollueurs... qui eux-mêmes ont ainsi pu respecter, sur le papier, leurs engagements de réduction.

A l'arrivée, donc, bien peu de réduction réelle des émissions de gaz, mais beaucoup de millions d'euros empochés concrètement..

Le marché du droit à polluer mis en place par Kyoto et tout ses dérivés n'ont en rien permis d'avancer d'un pas vers une solution à la menace de crise climatique, ils ont juste permis la création d'une nouvelle sphère de spéculation grâce à laquelle des multinationales engrangent un peu plus de profits....

## **Le grand marché du « capitalisme vert », une nouvelle arène pour la concurrence entre les Etats**

Dans les discussions de préparation à Copenhague, chaque chef d'Etat, à grand renfort d'arguments écologiques, n'est jamais que le représentant de commerce de ses « *capitalistes verts* ».

Sarkozy et Lula se sont voulu les champions d'un pôle qui unirait pays riches, pays émergents, pays pauvres, contre les deux principales puissances émettrices de CO<sub>2</sub>, la Chine et les Etats-Unis. Jean-Louis Borloo, le ministre de l'écologie, s'est même fendu d'un projet de texte baptisé « *Justice-climat* ». Il promet, entre autre, une aide financière aux pays africains qui pourront ainsi acheter les solutions « vertes » des industriels des grandes puissances, dans la logique même qui a toujours été celle de l'aide au développement, un pillage impérialiste déguisé.

Car en réalité, Sarkozy est avant tout le champion de l'industrie du nucléaire, espérant ouvrir pour la multinationale Areva un gigantesque marché de centrales nucléaires à travers le monde. Lula, de son côté, mise sur les biocarburants et les immenses massifs forestiers amazoniens.

Quant aux Etats-Unis et à la Chine, s'ils ont eux aussi fini par se fendre de promesses de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre, bien inférieures néanmoins aux recommandations des scientifiques, il s'agit avant tout, pour

---

Obama, de faire la promotion du « *charbon propre* » comme solution qu'il voudrait exporter jusqu'en Chine, d'autant qu'il sait que les Etats-Unis disposent de gigantesques réserves de charbon.

Derrière les nouvelles techniques « vertes » comme les éoliennes, l'énergie solaire, ou l'enfouissement du carbone que les uns et les autres mettent en avant, ce n'est pas tant un débat technique qui s'ouvre et qui pourrait être tranché par des arguments scientifiques sur les meilleures solutions pour sauver le climat. Il s'agit bien d'une guerre économique derrière laquelle il y a autant de trusts, autant de groupes financiers, autant de marchés potentiels, autant de nouveaux profits à faire sur le dos des peuples et de l'environnement. Et à travers ces négociations se dévoilent sur le plus long terme les enjeux stratégiques et économiques des grandes puissances, en concurrence avec les nouvelles puissances émergentes comme la Chine ou l'Inde, pour le contrôle des sources d'énergie de ces prochaines décennies.

Finalement, pour les chefs d'Etats qui se réuniront à Copenhague, l'écologie est une façade derrière laquelle se mène une guerre économique pour les ressources, une nouvelle concurrence généralisée pour la domination du marché mondial de l'énergie.

### **En finir avec un système capitaliste en crise...**

La crise climatique n'est qu'un aspect de la crise écologique globale qui est elle-même, avant tout, le résultat de l'accaparement et de la surexploitation des richesses naturelles par une poignée de groupes financiers et des entreprises multinationales qu'ils contrôlent, dans le seul but de faire du profit.

C'est pour cela que résoudre la crise climatique ne peut se ramener à un simple débat scientifique sur les techniques polluantes et celles qui le seraient moins. Le débat technique est en réalité aujourd'hui parasité par le fonctionnement même du système capitaliste. Car quelle que soit la technique utilisée dans le cadre de ce système, elle ne le sera que par rapport à une logique économique marchande, en fonction de sa capacité à augmenter la productivité du travail, à augmenter la rentabilité financière de la production pour satisfaire les actionnaires, dans une logique productiviste sans fin qui va à l'encontre même de la prise en compte des données de l'écologie.

Cette logique productiviste est inhérente au capitalisme dans ses périodes d'expansions, de la même façon que la crise et les destructions qu'elle entraîne sont immanquablement la conclusion de ces périodes d'emballement spéculatif de l'économie. Car, fondamentalement, le capitalisme est incapable de permettre un développement économique rationnel et harmonieux.

La mise en œuvre de solutions face à la crise climatique implique une planification mondiale et démocratique de l'économie, ce qui nécessite une réappropriation des principaux moyens de production, de transport, d'énergie et le contrôle de la marche de l'économie par l'ensemble de la population. Car, pour pouvoir prendre en compte les recommandations des scientifiques comme les besoins de la population, encore faut-il que l'économie ne soit pas entièrement orientée dans l'intérêt d'une minorité dont la seule logique est le profit et la seule devise « *après moi le déluge* ».

C'est pour cela qu'il n'y a rien à attendre des décisions que les chefs d'Etat pourraient prendre à Copenhague ou plus tard, au gré des négociations et des rapports de forces entre Etats, dans le cadre de la mondialisation capitaliste.

Les solutions, elles ne pourront venir que du mouvement social, de la mobilisation et des luttes sociales pour imposer, contre la logique de la finance et des gouvernements à leur service, une autre logique, celle de la satisfaction des besoins sociaux, celle de la prise en compte de la préservation de l'environnement. Ces solutions impliquent la véritable démocratie, c'est-à-dire le contrôle par l'ensemble de la population de la marche même de la société et de son économie.

L'impuissance des classes dirigeantes à conjurer la crise qu'elles ont elles-mêmes provoquée, impuissance qui s'affiche sans fard à l'occasion du sommet de Copenhague, donne toute sa force à la critique du capitalisme et à la perspective socialiste.

**Bruno Bajou**

[Au sommaire](#)